

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Insurance Development Forum annoncent leur engagement pour augmenter la protection d'assurance dans les pays exposés aux changements climatiques en accord avec les objectifs de la Vision 2025 d'InsuResilience

Les nouveaux programmes et engagements visent à accélérer la mise en œuvre de solutions de gestion des risques pour favoriser l'adaptation et la résilience aux risques climatiques bénéficiant à 500 millions de personnes

New York, 22 septembre 2019 – À la veille du Sommet sur le climat organisé par le Secrétaire-général de l'ONU, les Nations Unies, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le secteur des assurances ont annoncé aujourd'hui une série d'engagements conjoints destinés à renforcer la résilience des pays les plus vulnérables au changement climatique.

Cette impulsion conjointe sans précédent en vue d'actions concrètes est lancée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) et l'Insurance Development Forum (IDF).

Ces engagements contribueront au capital et à l'expertise de la gestion des risques dans le but de concrétiser la Vision 2025 du Partenariat mondial InsuResilience, qui rassemble des acteurs mondiaux dont la mission est de renforcer considérablement l'utilisation de mécanismes prédéfinis de financement et d'assurance des risques dans le cadre d'objectifs de résilience et d'adaptation à l'échelle internationale. Cela implique une protection contre les catastrophes et les chocs climatiques proposée à 500 millions de personnes, ainsi que l'augmentation du pourcentage de couverture des pertes annuelles causées par les problèmes climatiques et les catastrophes par le biais d'un financement et d'une assurance des risques.

« Nous vivons à une époque critique où le changement climatique entraîne des tempêtes, des inondations et des sécheresses de plus en plus fréquentes et de plus en plus importantes », a déclaré Achim Steiner, l'administrateur du PNUD. « Notre environnement, nos ressources en eau et notre biodiversité souffrent en permanence de la pollution, du réchauffement des océans, de la montée du niveau des mers et de l'augmentation constante des températures. L'assurance et le

financement des risques sont des outils essentiels pour mieux répondre à ces problèmes. Le PNUD s'engage à augmenter significativement son offre d'assurance et de financement des risques, en s'appuyant sur une assurance inclusive, des investissements en matière d'assurance et le capital naturel, ainsi qu'en intégrant les éléments fondamentaux du risque et du financement des risques dans les principaux processus de développement. »

Le ministère du développement allemand met déjà sur la table près de 450 millions d'euros pour faire croître l'assurance climatique et le financement des risques.

Le docteur Maria Flachsbarth, secrétaire d'état parlementaire auprès du ministre fédéral allemand pour la coopération économique et le développement, commente : « Aujourd'hui, une page se tourne et nous ouvrons un nouveau chapitre du InsuResilience Global Partnership grâce à un nouveau programme avec le PNUD, le secteur privé et l'Insurance Development Forum. Ce programme pourra profiter à 20 pays particulièrement pauvres et vulnérables en apportant des données de meilleure qualité et une assistance technique, et en développant l'assurance pour les plus démunis. Dans ce contexte, nous augmentons notre engagement bilatéral de 20 millions d'euros et avons l'intention de renforcer la coopération avec les partenaires multilatéraux et en particulier le PNUD dans les mêmes proportions. »

Alok Sharma, le secrétaire britannique chargé du développement international, a déclaré : « *Chaque année, les catastrophes naturelles précipitent près de 26 millions de personnes dans la pauvreté. Au fur et à mesure que le changement climatique va s'accélérer, les effets qu'il provoquera auprès des populations les plus pauvres vont eux aussi s'accroître.*

En renforçant notre soutien aux pays en développement, nous nous assurons qu'ils seront en mesure de mieux se préparer pour faire face aux ravages causés par des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles.

Denis Duverne, président du Groupe AXA et de l'IDF, a également affirmé le rôle de la (ré)assurance dans les efforts déployés pour accroître la résilience et l'adaptation au changement climatique et favoriser le développement. Il a déclaré : « *Face aux risques auxquels sont aujourd'hui confrontés les pays, notre secteur a le devoir de prendre l'initiative d'encourager les secteurs public et privé à adopter les mesures qui s'imposent. Notre secteur s'engage non seulement en promettant 5 milliards USD de capacité de (ré)assurance, mais aussi en développant et en partageant une plateforme et un écosystème de modélisation des risques climatiques en libre accès, ainsi qu'en offrant notre expertise en vue de développer les capacités de gestion des risques dans les pays qui en ont le plus besoin. Le Guide pratique d'assurance des biens publics élaboré par l'IDF, que nous publions aujourd'hui, est un outil concret qui vise à aider les États à profiter des compétences que peut offrir notre secteur.*

Nous espérons que les efforts concertés que nous annonçons aujourd'hui contribueront pleinement à construire un monde plus résilient. »

Voici le détail des programmes et engagements pris.

Partenariat entre le PNUD et le BMZ pour une assurance inclusive :

Le PNUD et le BMZ annoncent une initiative conjointe pour soutenir l'action du PNUD au niveau mondial, et surtout national, et débloquent une contribution significative visant à favoriser une assurance inclusive dans sept pays entre 2020 et 2023.

Cette action consiste en un travail poussé dans les pays concernés pour développer et proposer des solutions d'assurance inclusive à des centaines de milliers de personnes vivant dans les régions les plus vulnérables au changement climatique, associé à des investissements dans la production d'éléments de preuve, la recherche et le sponsoring d'innovations au niveau national.

Les principaux partenariats de prestations s'appuieront sur les groupes de travail et les alliances existantes avec les membres de l'Insurance Development Forum, le Partenariat mondial InsuResilience et la Fédération internationale des assurances coopératives et mutualistes (ICMIF).

Nouveau partenariat public/privé entre le PNUD, le BMZ et l'IDF pour une assistance technique et des solutions de gestion des risques dans 20 pays vulnérables au changement climatique :

Ce programme ambitieux associe, sous l'égide du PNUD en tant que chef de projet, l'engagement financier du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) à l'expertise en gestion des risques et au capital d'assurance offerts par les membres de l'Insurance Development Forum (IDF).

Il vise à proposer une assistance technique et offre jusqu'à 5 milliards USD de capacité d'assurance totale à 20 pays en développement, désignés prioritaires en raison de leur vulnérabilité aux risques climatiques et de leur disponibilité à accélérer l'intégration de la gestion et de l'analyse des risques dans leurs plans de développement afin de favoriser leur résilience.

- **Le PNUD conduira les changements au niveau national :**

- Mise en œuvre : mettre à profit l'expérience du PNUD pour intégrer les aspects de gestion des risques dans les projets de développement menés avec les pays concernés.

- Soutien du cadre réglementaire et législatif : coordonner le développement de cadres législatifs et réglementaires basés sur les bonnes pratiques, indispensables pour mieux gérer et financer les risques climatiques (avec l'appui important du secteur).
- Cela se traduira notamment par une assistance technique proposée aux pays pour les aider à intégrer les modèles analytiques et la modélisation des risques climatiques dans leurs principaux processus de développement nationaux dans le cadre d'un travail de collaboration entre les États et le secteur de l'assurance. Seront concernés les plans de développement nationaux, les plans régionaux, les contributions déterminées au niveau national (NDC), les plans d'adaptation nationaux et d'autres processus.
- Le PNUD proposera aussi son soutien à la gestion de projet en exploitant activement ses bureaux locaux qui interviendront en tant que partenaires de travail aux côtés des gouvernements en vue de la réalisation du programme.
- **Contribution du BMZ au financement** : en tant que partenaire stratégique, le BMZ dirigera le travail prévu dans le cadre de cette initiative avec l'aide du Partenariat mondial InsuResilience et s'assurera qu'il est en accord avec la Vision 2025 définie par ce dernier ; il se chargera notamment de mobiliser l'aide financière pour soutenir l'action au moyen d'instruments tels que l'InsuResilience Solutions Fund (ISF). Cela passera aussi par le cofinancement, avec le secteur privé, d'une série de mesures d'assistance technique, de la gestion du projet et des structures nécessaires pour que le PNUD et les membres de l'IDF puissent mener à bien le programme.
- **Engagement des membres du secteur privé de l'IDF dans les domaines suivants** :
 - Proposer une modélisation des risques liés au climat et aux catastrophes naturelles : mise en place d'un partenariat public-privé pour fournir des informations de haute qualité sur les risques à davantage de pays en développement. Il s'agira de proposer une plateforme et un écosystème de modélisation en libre accès pour guider les pays dans leur prise de décisions en matière d'adaptation et de transfert de risque. En mobilisant l'expertise technique, les normes et les compétences de mise en service, le programme du partenariat devrait aussi permettre de combler les principales lacunes en matière de couverture, de qualité et de compréhension des modèles de risque. En assurant la promotion de modèles transparents et en intégrant la recherche locale, il sera possible d'approfondir et de pérenniser les

connaissances au sujet des risques dans les entités souveraines et leurs organismes.

- Développer des solutions de transfert de risque : développer des options personnalisées de transfert de risque pour les entités souveraines, sous-souveraines et d'autres entités du secteur public en s'appuyant sur le travail de modélisation des risques.
- Assurer le financement : cofinancer, en nature et en accord avec les ressources financières mobilisées par le BMZ, la série de mesures d'assistance technique destinée aux pays participant au programme.
- Offrir des capacités de risque : le dernier volet de l'engagement des membres du secteur de la (ré)assurance de l'IDF, qui s'inscrit dans le programme d'action du Partenariat mondial InsuResilience, consiste en une promesse de fonds versés d'ici 2025, représentant jusqu'à 5 milliards USD de capacité de risque pour l'assurance des risques climatiques destinée aux pays sélectionnés.

L'IDF a invité l'ensemble de ses membres à participer activement à cet effort. Les entreprises suivantes ont confirmé leur engagement : Allianz, Aon, Axa, Munich Re, Renaissance Re, Scor, Swiss Re, Willis Towers Watson.

L'engagement du gouvernement britannique :

Le gouvernement britannique a annoncé une nouvelle contribution au Global Risk Financing Facility (GRIF) d'un montant maximal de 90 millions GBP (environ 110 millions USD). Le GRIF a été créé pour renforcer le financement post-catastrophes, en le rendant fiable et disponible rapidement, et pour aider les États à mieux se préparer aux catastrophes afin d'en réduire les effets à court et à long terme. Il est dirigé par la Banque Mondiale et cofinancé par l'Allemagne.

Le GRIF s'inscrit dans l'approche globale du DFID qui vise à aider les pays en développement à renforcer leurs moyens et à utiliser les instruments financiers qui leur conviennent le mieux, ainsi qu'à travailler avec eux pour intégrer ce financement dans une stratégie de gestion des risques de catastrophes plus vaste, stratégie qui prévoit notamment des systèmes d'aide pour ceux qui en ont besoin rapidement.

À l'approche du Sommet sur le climat de l'ONU prévu le 23 septembre, ces engagements coordonnés pris par des gouvernements et des entreprises visent à aider l'ONU à répondre à l'une des plus grandes menaces mondiales : l'incapacité des populations les plus vulnérables au monde à se remettre des dégâts colossaux causés par le changement climatique.

Fin*****

À propos de l'Insurance Development Forum (IDF)

L'IDF est un partenariat public-privé dirigé par le secteur de la (ré)assurance et soutenu par plusieurs organisations internationales. Après l'annonce de sa création lors de la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques (COP21), l'IDF a été officiellement lancé par les dirigeants des Nations Unies, la Banque Mondiale et le secteur de l'assurance en 2016. L'IDF a pour but d'optimiser et d'étendre l'utilisation des capacités d'assurance et de gestion des risques afférents pour renforcer la résilience et la protection des populations, des communautés, des entreprises et des institutions publiques vulnérables aux catastrophes et aux chocs économiques associés. www.insdevforum.org

Retrouvez le *Guide pratique d'assurance des biens publics de l'IDF* [ici](#)

Pour plus d'informations, contactez

Mme Rebecca Lewis

Associée

Insurance Development Forum (IDF)

E-mail : rlewis@insdevforum.org

À propos du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Le PNUD s'associe avec des personnes à tous les niveaux de la société pour aider les États à mieux résister aux crises, ainsi que pour encourager et soutenir une croissance capable d'améliorer la vie de tous. Présent sur le terrain dans près de 170 pays et régions, le PNUD offre une perspective globale et une expertise locale pour renforcer la capacité d'action des populations et contribuer à créer des nations résilientes. www.undp.org

Pour plus d'informations, contactez

Jan.kellett@undp.org

Conseiller spécial

Plateforme de services financiers

Programme de développement des Nations Unies

E-mail : jan.kellett@undp.org

À propos du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

La politique de développement poursuivie par l'Allemagne vise à se rapprocher un peu plus de l'objectif de liberté et de sécurité pour tous, ainsi que d'un monde sans pauvreté, sans peur et sans destruction de l'environnement. Dans le cadre de la coopération au développement, l'Allemagne se fixe comme principes directeurs de promouvoir les droits de l'homme, ainsi que d'encourager les pays en développement à aiguïser leur sentiment d'appartenance et à être capables de s'en sortir par eux-mêmes.

Pour plus d'informations, contactez

Mr Martin Schuldes

Responsable du département 422 chargé des initiatives liées au climat
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement
E-mail : Martin.Schuldes@BMZ.Bund.de

**À propos du Département britannique pour le développement international
(DFID)**

Le DFID dirige les efforts du Royaume-Uni pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Il s'emploie à répondre aux défis mondiaux actuels, tels que la pauvreté, la maladie, la migration de masse, l'insécurité et le conflit. Il vise à construire un monde plus sûr, plus sain et plus prospère pour les populations vivant dans des pays en développement, mais aussi au Royaume-Uni.

Pour plus d'informations, contactez

Beatrice Arscott

Chargée des relations avec les médias
Département britannique pour le développement international
E-mail : B-Arscott@dfid.gov.uk

Jessica Vickerage

Chargée des communications
Département britannique pour le développement international
E-mail : J-Vickerage@dfid.gov.uk